

A l'écoute de la population mexicaine – Radio Calenda menacée !

Emilio Santiago Ambrosio et son épouse Martha sont citoyens très actifs de la petite commune de San Antonio Castillo Velasco, bourgade de 5'000 habitants, située dans l'Etat de Oaxaca. Après avoir, durant plusieurs années, proposé aux habitants de la région des événements culturels dans la «Maison des Peuples», ils décidèrent, en 1997, d'y créer une station de radio.

Un cours sur le journalisme radiophonique les met en contact avec une radio communautaire et ils sont immédiatement séduits par ce mode de **communication indépendant et techniquement simple, permettant une participation active de la communauté** : tout le monde peut y participer, échanger ses expériences et y développer ses initiatives.

Ils commencent ainsi à transmettre leurs programmes tous les dimanches. Ne disposant pas de moyens financiers suffisants pour l'achat du matériel de transmission, les premières diffusions se feront à l'aide de haut-parleurs depuis la maison culturelle. En 2001, grâce au soutien de la mairie, ils peuvent enfin acheter un véritable équipement technique et c'est ainsi que Radio Calenda voit le jour. Aujourd'hui, cette dernière compte 21 collaborateurs réguliers et offre aux habitants de la région une programmation quotidienne et variée : **Radio Calenda se veut non seulement communautaire et de proximité mais également activiste et non commerciale. Elle encourage les citoyens à s'exprimer sur ses ondes et cherche à développer leur conscience politique.**



Au Mexique, les radios communautaires sont toutefois confrontées à d'importants problèmes politiques, financiers et juridiques. Ces dernières années, les médias indépendants ont gagné beaucoup d'influence et de reconnaissance auprès de la population avec, en conséquence, une augmentation de la répression du gouvernement à leur encontre. Ainsi, bien qu'elles soient plusieurs centaines à diffuser sur les ondes du pays, seules douze d'entre elles disposent d'une licence de radiodiffusion, parmi lesquelles, depuis 2005, Radio Calenda. La procédure d'obtention d'une telle licence est lourde et coûteuse et ces radios, contrairement aux radios commerciales, ne peuvent pas s'autofinancer par la vente d'espaces publicitaires. Heureusement, Radio Calenda est membre de l'Association mondiale des radios communautaires (AMARC) qui lui offre un soutien légal, administratif et financier indirect.

Au Mexique, et plus particulièrement dans l'Etat de Oaxaca, les journalistes s'exposent régulièrement à de fortes répressions. En 2005 et 2006, ce pays a battu le triste record du deuxième pays au monde, après l'Irak, ayant l'indice le plus élevé d'assassinats à l'encontre de journalistes. Ces actes de violences restent pour la plupart impunis.

LA RADIO ET PBI

PBI a accompagné Radio Calenda durant les élections des députés au Congrès de Oaxaca et lors des élections municipales de 2007. Ces deux accompagnements ont été faits à pétition de AMARC estimant qu'il existait un risque important de débordements liés aux élections à Oaxaca et que la présence d'une organisation internationale au côté des collaborateurs de la Radio Calenda permettrait de le diminuer et de faciliter leur travail en apportant en outre un soutien moral.

Au préalable, les volontaires PBI ont rencontré de nombreuses instances officielles fédérales et régionales, afin de leur faire part de leurs préoccupations et de les inciter à garantir la protection des personnes affectées ainsi que le droit à la liberté d'expression.



L' équipe PBI Mexique avec la Suisse Marielle Tonossi (en-haut à gauche) ©PBI

CHÈRES LECTRICES, CHERS LECTEURS,

Je travaille depuis janvier 2007 pour l'équipe de PBI Mexique. Dans ce cadre, j'ai rencontré et accompagne les collaborateurs de Radio Calenda. **Ces derniers, dès 2005, ont été victimes de répression, harcèlements et menaces de mort.**

Trois d'entre eux bénéficient aujourd'hui de mesures protectrices octroyées par la Commission Interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) pour une agression survenue dans la nuit du 24 au 25 janvier 2007. Présents lors d'une assemblée populaire en vue d'effectuer leur travail de journalistes, ils ont vu s'introduire dans la salle un groupe de personnes armées, envoyées par le Président municipal afin de dissoudre l'assemblée. Alors qu'ils documentaient les faits, trois d'entre eux ont été attaqués, grièvement blessés et même détenus durant plusieurs heures : **Emilio Santiago a été battu si violemment qu'il faillit perdre un œil.**

Avec ses mesures protectrices, la CIDH reconnaît explicitement la situation de haut risque des journalistes et exige de l'Etat mexicain qu'il protège leur intégrité physique et leur sécurité. Ces faits ont également été dénoncés par-devant les instances judiciaires de l'Etat de Oaxaca et l'instance fédérale spéciale pour les délits contre journalistes.

Au vu de la situation politique actuelle au Mexique, je suis convaincue qu'il est plus que jamais essentiel d'offrir aux radios communautaires les conditions leur permettant de poursuivre leur activité, en toute sécurité. Elles demeurent le média de masse le plus puissant pour atteindre de vastes populations rurales. Grâce à la révolution du transistor, même les villages les plus reculés y ont accès. Enfin, grâce à la participation collective, c'est un outil qui contribue à développer la cohésion et la solidarité au sein de la communauté.

Comme le dit Emilio : « Elles sont une valve de sécurité et restent l'un des derniers canaux à travers lequel la population peut s'exprimer et manifester ses doutes, son mécontentement et ses attentes respectivement aux problèmes de la société actuelle ».

Grâce à votre don, l'équipe de PBI Mexique peut continuer à protéger les collaborateurs de Radio Calenda.

Nous souhaitons que cet émetteur reste la voix du peuple.

Avec mes meilleures salutations

Marielle Tonossi

Tonossi

PS : La liberté d'expression reste encore trop souvent bafouée. Votre don aide !